

La réforme agraire mexicaine comme processus de frontière

Logiques d'autonomisation, ancrage de l'État et production institutionnelle dans la région des Tuxtlas

Éric Léonard *

La réforme agraire mexicaine a été le produit d'une révolution armée (1910-1920) dont les mouvements paysans furent les principaux acteurs et le slogan «Terre et Liberté» l'emblème. Elle est classiquement considérée comme la réponse multiforme apportée par les gouvernements issus de la révolution à deux types de revendications émanant de ces mouvements: d'une part la *restitution* de leurs terres aux communautés indiennes qui avaient été démembrées à la fin du XIX^e siècle; et d'autre part la *dotation* en terre aux ouvriers agricoles et aux petits tenanciers des grands propriétaires terriens. Mais cette réforme agraire n'a pas seulement redistribué la terre, elle a aussi été au centre du processus de construction, consolidation et reproduction du système politique et de l'ancrage de l'État post-révolutionnaires en milieu rural, et au cœur des dynamiques d'intégration sociale des nouvelles générations rurales.

En fait, les exigences foncières des villageois indiens qui fournirent le gros des bataillons insurgés dans le centre et le sud du Mexique trouvent leurs racines dans le processus de mise sous tutelle administrative et politique des communautés paysannes au long du premier siècle d'indépendance. Le slogan «Terre et Liberté» souligne à cet égard le caractère indissociable des revendications d'autonomie politique et de justice foncière associées à la maîtrise territoriale. La mise en œuvre de la réforme agraire a ainsi été enchâssée dans les logiques persistantes de (re)construction de territoires politiques autonomes vis-à-vis des pouvoirs municipaux et régionaux.

Mais autant que la reconstruction d'une communauté auto-gouvernée, via la *restitution* de terres communales, la réforme agraire a été l'occasion d'une actualisation de ces logiques au profit de groupes qui se trouvaient eux-mêmes en situation de subordination vis-à-vis des pouvoirs villageois issus des luttes

* Socio-économiste IRD, UR «Régulations foncières, politiques publiques et logiques d'acteurs», associé à l'UMR MOISA.

révolutionnaires. Les procédures de *dotation* de terres expropriées n'ont pas seulement concerné les employés des grands domaines affectés, elles ont aussi ouvert un champ d'expression aux stratégies d'émancipation des acteurs villageois qui avaient peu à gagner dans la reconstitution de pouvoirs de type traditionnel. L'analyse classique d'un processus s'appuyant sur les structures de peuplement existantes est d'ailleurs infirmée par des études montrant que la réforme agraire a coïncidé avec un vaste mouvement de recomposition démographique [Cambrézy, 1992].

À partir d'une étude réalisée dans la région des Tuxtlas, au sud de l'état de Veracruz, je décrirai la situation de co-production de la politique foncière, en prise avec les logiques d'autonomisation des acteurs locaux. La réforme agraire a revêtu dans les Tuxtlas des formes qui évoquent le processus de frontière interne analysé par Kopytoff [1987] dans les contextes africains, en dépit des différences de contexte relatives aux densités de population, aux processus historiques d'appropriation de la ressource foncière et au rôle de l'État dans ces processus. Elle a en effet contribué à construire des situations de «lacune institutionnelle» sur certains espaces, légitimant l'éviction d'une partie de leurs occupants et leur colonisation par des acteurs qui trouvèrent dans la dotation foncière les moyens de contourner les pouvoirs opérant dans leur société d'origine. Ces acteurs ont entrepris à leur profit un processus original de construction institutionnelle, où les normes coutumières d'accès aux ressources foncières se combinaient aux règles officielles de représentation et de gestion politique.

Comme dans le modèle africain de Kopytoff, deux éléments ont structuré ce processus de frontière interne: l'intervention d'entrepreneurs politiques dans la construction et la gestion des nouveaux territoires; et l'absence de rupture institutionnelle marquée avec la société d'origine. L'exemple mexicain s'inscrit dans une perspective d'élargissement de ce modèle: l'existence d'un État national, qui s'est consolidé au long du XX^e siècle, ainsi que l'insertion des processus considérés dans une économie marchande, qui elle aussi n'a cessé de se renforcer, ont imposé des conditions d'innovations institutionnelles originales qui ont remodelé la culture politique des sociétés concernées. De ce point de vue, la réforme agraire dans les Tuxtlas peut être lue comme résultant de deux «logiques» de frontière superposées: de la part des acteurs ruraux, la recherche de «frontières interstitielles» pouvant supporter les dynamiques de scission travaillant les sociétés indiennes; et de la part de l'État, la construction d'une «frontière politique interne» lui permettant de placer les communautés paysannes dans sa sphère de contrôle. Ces deux logiques se sont renforcées mutuellement jusqu'à ce que l'épuisement des espaces à coloniser remette en question leurs complémentarités fonctionnelles.

D'une réforme foncière à l'autre: construction et recompositions d'une organisation communale

La propriété communale au centre des dynamiques de pouvoir (XIX^e siècle)

Dès la colonisation, la région des Tuxtlas fut intégrée au marquisat de Cortés et bénéficia d'un statut juridique qui préservait les villages nahuas indigènes de l'expansion des haciendas d'élevage qui prospérèrent dans le sud de Veracruz [García de León, 1992; Delgado, 2000]. Les démêlés de la famille Cortés avec la couronne espagnole, les mises sous séquestre récurrentes de ses propriétés, ainsi que la gestion laxiste de cette périphérie territoriale par les administrateurs du marquisat [Aguirre Beltrán, 1992; García Martínez, 1969], semblent même avoir permis une large autonomie des autorités coutumières dans la gestion foncière. À la fin du XVIII^e siècle, toutefois, l'affaiblissement définitif des structures du marquisat et l'essor des activités de commerce et de transformation du coton motivèrent l'implantation de plusieurs familles créoles et métisses dans le principal centre urbain de la région, San Andrés [Delgado, 2000; Medel, 1993]. Leur influence politique ne cessa de grandir avec l'érection des nouvelles municipalités, en 1813, puis l'indépendance en 1820.

Le cadre constitutionnel promu par le nouvel État indépendant postulait en effet la subordination administrative des communautés indiennes à de nouvelles entités, les municipalités et les états fédérés, dont le gouvernement était généralement contrôlé par des élites non indiennes [Escobar Ohmstede, 1997; Ruz, 1992]. En 1839, la municipalité de San Andrés acquit, au nom de la communauté, 16,5 «sites de bétail» (28875 ha) auprès des mandataires de la famille Cortés. Parmi les quatre représentants qui conclurent cette transaction, un seul était indien, et celle-ci fut réalisée grâce à un prêt d'un membre créole de la municipalité, M. de la Cabada, qui couvrait les trois quarts de son montant [ACAM/25; ARAN/827]. Ces terres furent administrées par une «société agricole», forme juridique qui permettait à la municipalité d'asseoir une source stable de financement, via la perception de fermages et de redevances aux usagers qui avaient jusqu'alors exploité ces terres dans le cadre du marquisat. Durant quatre décennies, cette société fut le cadre de l'accaparement des ressources foncières et politiques par les élites municipales¹.

Dès la fin de la guerre civile (1857-1867), toutefois, cette gestion est source de nombreux litiges. D'une part, le maintien d'une propriété collective va à l'encontre des lois de réforme de 1856, qui imposent le démembrement et le transfert en propriétés individuelles des terrains détenus en mainmorte par les congrégations civiles et religieuses. D'autre part, les accaparements et les contri-

1. Lors du démembrement des terres communales, entre 1885 et 1886, la surface totale redistribuée sous forme de propriété privée porta sur onze sites de bétail (19250 ha) du total de 16,5 acquis initialement, plusieurs individus apparaissant détenir des terres dans les limites du «commun» municipal [ACAM/25, SAT]. La famille Cabada s'est maintenue au cœur du gouvernement municipal et de celui de la société agricole jusqu'au seuil des années 1870, en même temps qu'elle constituait un domaine de près de 15000 ha au sud du «commun». Par la suite, et jusqu'en 1881, le colonel Celso Ortiz occupa la fonction de «chef politique» de San Andrés en même temps qu'il siégeait au comité d'administration de la société agricole.

butions exigées par les dirigeants de la société agricole sont dénoncés à la fois par les villages subordonnés à la municipalité et par un groupe d'entrepreneurs agricoles opérant dans les secteurs d'activité en pleine expansion (production de sucre et de tabac brun), dont les stratégies d'accès à la terre sont entravées par les élites municipales. Une alliance hétérogène d'intérêts semble s'être formée entre les pouvoirs villageois et ces opérateurs économiques, contre les élites municipales (grandes familles créoles et «principaux» indiens de la communauté de San Andrés), autour de revendications portant sur la privatisation des terres du «commun» municipal.

Ce positionnement de certains secteurs de la société indigène s'inscrit dans des trajectoires d'autonomisation sociale et politique qui se sont exprimées avec force à l'occasion de la guerre civile des années 1857-1867 [Mallon, 1995]. Dans le cadre des dispositifs coutumiers d'accès aux ressources politiques fondés sur les classes d'âge, les discriminations entre localités d'une même communauté et entre les familles d'une localité conduisaient au fait qu'une minorité seulement des hommes d'une génération était en situation d'accéder au statut d'ancien et au pouvoir qui lui était associé. Dès l'époque coloniale, la carrière des armes a fourni une voie alternative d'accès au pouvoir local, l'«entrepreneur militaire», le *caudillo*, s'imposant comme un référent de la culture politique rurale [*ibid.*]. Il en a résulté des stratégies récurrentes de promotion politique des jeunes indiens via l'affirmation de leur valeur militaire et la construction de capacités de médiation avec les acteurs de la société non-indienne. Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, la mobilisation de nombreux jeunes adultes dans la garde nationale lors de la guerre d'intervention française, puis la diffusion rapide du capitalisme agraire et commercial, ont contribué à l'émergence de nouveaux groupes d'acteurs et à une modification des rapports de force au sein des sociétés indiennes, dans le sens d'une révision des institutions politiques et foncières locales.

L'application des lois de démembrement des communautés au cours des années 1880 a constitué un cadre privilégié de mise à jour des antagonismes, entre générations, entre chefs-lieux et villages-sujets, entre lignages gouvernants et lignages mineurs, qui travaillaient les sociétés indiennes. Les processus de privatisation des terres furent fréquemment contrôlés par les conseils d'anciens en connivence avec les élites créoles et favorisèrent la concentration des ressources par ces groupes [Mallon, 1994]. Dans les Tuxtlas, cependant, le fractionnement du «commun» municipal semble avoir suivi des modalités distinctes. À partir de 1881, les postes clés du gouvernement des Tuxtlas ont cessé d'être occupés par des membres éminents de la «société agricole de San Andrés» et, en 1885, celle-ci fut contrainte de souscrire à la division des terrains communaux. De façon notable, le cadastrage et la distribution des titres fonciers ont été gérés sur une base décentralisée, correspondant aux terroirs des principaux villages indiens intégrant le «commun» municipal².

2. Douze «partis fonciers» furent ainsi délimités et rattachés aux villages de Tepancan, El Cebollal, Xoteapan, Cerro Amarillo, Ohuilapan, Ranchoapan, Calerfa, Pizapam, Axochío, Soyata, Tilapan et Tehuantepec.

Cette gestion n'a pas évité un processus accéléré de concentration foncière. Le financement des opérations de délimitation des lopins individuels via des prêts consentis par des entrepreneurs locaux³ et l'imposition d'une redevance de 10 pesos (équivalant au salaire mensuel d'un ouvrier agricole) aux attributaires d'un titre foncier, portaient les germes d'un accaparement massif de ces titres par les secteurs solvables de la société. La réalisation de la privatisation dans un contexte économique marqué par l'effondrement des circuits de commercialisation du coton et l'essor de nouvelles productions marchandes (tabac, sucre), dont le financement reposait sur des pratiques hypothécaires, a également favorisé la redistribution rapide des droits de propriété. La privatisation n'a toutefois pas bloqué l'émergence d'un secteur réduit de petits propriétaires indiens engagés dans la production de sucre et de tabac pour le compte des entrepreneurs métis, qui a coexisté avec les structures de production latifundiaires jusqu'au seuil des années 1930.

La première phase de réforme agraire (1920-1932) et la tentative de restauration d'une organisation communale

La longue présidence du général Porfirio Díaz (1878-1910) avait été le cadre d'un affaiblissement des municipalités au profit d'institutions comme les cantons, dont les «chefs politiques» étaient nommés et contrôlés par le pouvoir central. L'insurrection des années 1910-1920 a mêlé dans ses thèmes de mobilisation les revendications foncières et celles qui avaient trait à la restauration de l'autonomie de gouvernement des municipalités. La constitution de 1917, qui jetait les fondations du régime post-révolutionnaire, a pris acte du poids des guérillas indiennes dans le mouvement insurrectionnel, en plaçant au centre du nouveau pacte national les deux éléments complémentaires de leur projet politique: la satisfaction des besoins en terre des familles et des communautés paysannes et le rétablissement du «municipio libre» comme base de l'organisation territoriale et administrative du pays. Pour les élites politiques nationales et régionales, l'un des enjeux de la reconstruction de l'État a dès lors résidé dans l'intégration et la subversion de ce projet de restauration communautaire, la politique foncière devenant très vite l'outil privilégié dans la poursuite de cet objectif.

Dans l'état de Veracruz, la réforme agraire a débuté de façon précoce sous le premier gouvernement du général Tejeda (1922-1925), qui devint, grâce à sa base régionale, l'un des protagonistes du jeu politique national. Le projet de Tejeda visait à construire un régime socialiste dans un cadre fédéraliste ménageant une large autonomie aux états et aux municipalités [Ginzberg, 2000; Fowler-Salamini, 1979]. Tejeda appuya la formation de comités agraires à partir du tissu de caciques locaux qui avaient dirigé les guérillas révolutionnaires, arma ces comités et favorisa leur prise de contrôle sur les municipalités. Celles-ci furent investies de larges prérogatives dans la gestion du processus de réforme agraire, qui embrassaient l'organisation des demandeurs de terre et leur enregistrement, l'imposition aux propriétaires terriens de contrats de fermage obligatoires destinés à permettre

3. Au premier rang desquels figure le trésorier de la «junte divisionniste», Francisco Artigas, qui était propriétaire de près de 44000 hectares au début du xx^e siècle.

l'implantation des comités agraires, la reconnaissance administrative des hameaux ainsi constitués et la constitution des juntas municipales d'arbitrage et de conciliation sur les affaires foncières [*ibid.*].

Dans les Tuxtlas, la période révolutionnaire avait favorisé la constitution de guérillas qui combinaient une allégeance fluctuante vis-à-vis des grandes factions politiques nationales et des pratiques de brigandage social. À la fin de cette période, ces guérillas s'étaient fédérées au sein du «parti rouge de San Andrés» qui appuyait le projet politique d'A. Tejeda et prit le contrôle du gouvernement municipal en 1920. Cette «Junta d'administration civile» entreprit en 1922 les premières démarches de *restitution* des terres du «commun» de San Andrés. Cependant, la procédure de restitution, qui aurait conduit à restaurer une entité de gouvernement politico-foncier autour d'institutions communales, fut rejetée par l'administration⁴. Les demandes de terres furent finalement satisfaites sur la base de *dotations* concédées aux différents villages qui avaient constitué les chefs-lieux des partis fonciers lors du démembrement de la communauté indienne. Les autorités municipales conservèrent toutefois un rôle central dans la gestion de ces procédures, ainsi qu'une forte ingérence dans la constitution et le fonctionnement des comités locaux chargés d'administrer les terres concédées. En attestent les fonctions assumées par Manuel Azamar, major de l'armée et figure de proue du «parti rouge de San Andrés», président de la Commission agraire municipale de 1923 à 1932 et de la junta municipale en 1923-24 puis entre 1930 et 1932. Les modalités de mise en œuvre de la réforme agraire rétablissaient ainsi la fusion des organes de gestion foncière et politique (et dans une certaine mesure militaire) autour du pouvoir municipal.

Cette délégation de pouvoirs aux factions régionales issues des luttes révolutionnaires conféra à Tejeda une base politique et militaire dont la fiabilité fut démontrée par l'engagement déterminant des guérillas agraires dans la réduction des rebellions des généraux De La Huerta (Azamar étant capable de mobiliser 900 hommes armés à cette occasion) et González Escobar, qui ébranlèrent le pouvoir central en 1924 et 1929 [Baitenmann, 1998; González, 1994]. Elle permit surtout aux caciques révolutionnaires de légitimer leur gestion discrétionnaire des dotations de terre au profit de leurs clientèles locales. À San Andrés, la commission agraire municipale intervenait dans l'allocation des droits fonciers dans les villages, en liant l'exercice de ces droits aux mérites militaires acquis par les particuliers ou les collectivités villageoises dans la lutte révolutionnaire, c'est-à-dire aux allégeances qui lui étaient faites. La réaffirmation des principes communautaires d'accès libre aux ressources foncières dans les *ejidos* nouvellement créés servit en particulier de support institutionnel au détournement de ces ressources par les nouvelles élites politiques.

Les archives agraires attestent des abus commis par les autorités locales et municipales dans l'utilisation des terres concédées: locations de pâturages et

4. À l'échelle nationale, 17% des demandes de restitution ont été satisfaites entre 1917 et 1960, contre 79% des procédures de dotation – 214 restitutions pour 21 289 dotations, soit 1% des allocations foncières [Nugent et Alonso, 1994, p. 229].

permis d'exploitation forestière alloués à des membres de la bourgeoisie régionale, confiscations de parcelles et attribution à de nouveaux bénéficiaires, traitement discriminatoire des localités de second rang dans la répartition des terres de culture au profit des chefs-lieux des *ejidos*. Entre 1928 et 1931, les comités locaux de Texalpan et Cerro Amarillo se plaignent ainsi auprès de la Junte d'administration civile de la location par Manuel Azamar de terrains de leur juridiction aux anciens propriétaires; les habitants de Texcaltitan dénoncent de même les spoliations de terres dont ils sont victimes de la part des autorités de Xoteapan, chef-lieu de l'*ejido* auquel leur village est rattaché. Les comités locaux qui ont déposé ces plaintes sont dissous par la commission agraire municipale pour sédition. Et lorsque le gouvernement fédéral adopte, en 1932, des dispositions visant à fractionner les *ejidos* en lopins individuels, les organisations paysannes armées s'opposent, avec l'appui de Tejeda, à leur application dans l'ensemble de l'état de Veracruz [Baitenmann, *op. cit.*].

La réforme agraire cardéniste comme processus de frontière (1934-1941)

Malgré sa forte assise régionale, Tejeda fut défait aux élections présidentielles de 1934, qui virent s'affronter le candidat du parti au pouvoir, Lázaro Cárdenas, et l'ex-gouverneur de Veracruz. Cárdenas est resté dans l'histoire comme le grand maître d'œuvre de la réforme agraire. Il fut également à l'origine du démantèlement du programme tejediste de construction d'un mouvement paysan radical, s'appuyant sur le binôme municipalité-communauté agraire, et de sa substitution par un dispositif de coordination verticale entre l'État fédéral et les sociétés paysannes, qui marginalisait les administrations provinciale et municipale et reposait sur la création de nouvelles communautés politico-foncieres. La politique agraire tend alors à créer de nouvelles structures communautaires, en rupture avec les organisations villageoise existantes, mais aussi avec celles qui émanent des grandes propriétés privées, dont un bon nombre parmi les plus productives avaient jusqu'alors été épargnées. Les dotations foncières sont dès lors réalisées dans des espaces physiques et sociaux «purgés» des organisations qui y existaient, ce qui suscite un processus original de construction d'institutions foncières et politiques.

Un projet de rupture avec les organisations et les pouvoirs communaux

À partir de 1934, les Tuxtlas sont le théâtre d'un soulèvement des localités de second rang à l'encontre des chefs-lieux des *ejidos* créés durant la décennie précédente, qui sont en butte à des revendications de sécession et de dotation en terres indépendantes de leur juridiction. Les archives agraires attestent ainsi de l'insurrection des hameaux de Mata de Caña et Los Mérida vis-à-vis de l'*ejido* de Soyata dont ils dépendent, de El Huidero, Bezuapan et Eyipantla vis-à-vis de Comoapan, de Pueblo Nuevo (nom révélateur) et Los Naranjos vis-à-vis de Tehuantepec, ainsi que des revendications de sécession du village de Texcaltitan

au sein de l'*ejido* de Xoteapan ou de celles de Chuniapan de Abajo dans celui de Chuniapan [ACAM/739 et 2023; ARAN/140 et 2850].

Entre 1934 et 1940 se produit une vaste recomposition des territoires et du peuplement de la région (fig. 1). Les distributions de terre ont désormais lieu à la périphérie des vieux terroirs villageois, là où la grande propriété avait connu son plus fort développement. Mais les recensements de l'époque renvoient une image en net décalage avec l'iconographie officielle voulant que la réforme agraire ait été réalisée au profit des ouvriers et tenanciers de ces domaines : dans de nombreux *ejidos* (Morelos, Abrevadero, Coyoltepec, Los Mérida, Los Naranjos, Pueblo Nuevo, San Leopoldo ou Bodegas de Totoltepec), les bénéficiaires comptent moins de cinq ans de résidence et souvent ils viennent à peine de s'installer. À l'inverse, les archives enregistrent de nombreuses plaintes de travailleurs des haciendas expropriées, qui se disent victimes de discriminations ou ont été expulsés par les comités ayant entamé les démarches de dotation. Les recensements effectués entre 1930 et 1940 mettent en évidence un phénomène significatif : les villages indiens dotés en terre au cours de la décennie précédente se vident de leur population au profit des localités de second rang qui obtiennent le statut d'*ejido*, voire de nouvelles localités créées à cet effet ⁵.

Plus encore qu'à un transfert de population vers la périphérie des terroirs villageois, on assiste à une recomposition du peuplement sur la base de clivages intergénérationnels (fig. 2). Alors que les dotations foncières des années 1920 ont surtout bénéficié aux hommes âgés de plus de 35 ans, la réforme cardéniste concerne en priorité des jeunes de 15 à 24 ans, qui représentent près de 40 % des nouveaux *ejidatarios*, contre 22 % à peine 10 ans auparavant. Quand le statut d'adulte, fondant l'accès à la terre, était associé au mariage et concernait moins de 48 % des 15-24 ans en 1923, les hommes de ce groupe d'âge sont mariés à plus de 60 % et sont identifiés pour près de 90 % comme sujets à dotation par l'administration dans les *ejidos* formés à partir de 1934. Les ménages recensés dans ces nouvelles localités sont ainsi de taille réduite (35 % comptent un ou deux membres, contre 15,5 % dans les vieux villages indiens), reflet d'un peuplement peu consolidé. Les processus de création d'*ejidos* et de redistribution de la population apparaissent ainsi relever dans une large mesure des stratégies d'émancipation des jeunes adultes vis-à-vis des pouvoirs patriarcaux qui s'étaient reconstitués avec la révolution. L'exemple le plus frappant est fourni par l'*ejido* Pueblo Nuevo, émanation d'une scission de celui de Tehuantepec ayant accueilli des ressortissants de Chuniapan et de Xoteapan : en 1942, un rapport officiel y fait état d'un comité agraire local de 5 membres, dont trois sont âgés de moins de 20 ans et un seul de plus de 25 ans [ARAN/2850].

5. Voir à ce sujet la plainte de la veuve Mortera, expropriée au bénéfice de l'*ejido* Francisco I. Madero, quant au caractère fictif de ce village, un quartier de Xoteapan érigé en localité de façon à entreprendre pour son compte des démarches de dotation [ACAM/2119, 1938]; ou, toujours concernant Xoteapan, la plainte formulée par son comité *ejidal* au sujet des velléités de secession du village-sujet de Texcaltitlan qui, «après avoir [...] obtenu le statut politique de congrégation [...] souhaite qu'on délimite la partie [de l'*ejido*] qui [lui] correspond, en proportion du nombre de paysans qui y résident, et qu'en même temps on [lui] permette de désigner [ses] propres autorités de façon indépendante» [ARAN/140, 1941].

Fig. 1 – Évolution du peuplement et de la structure agraire dans la partie centrale des Tuxtlas, entre 1920 et 1940

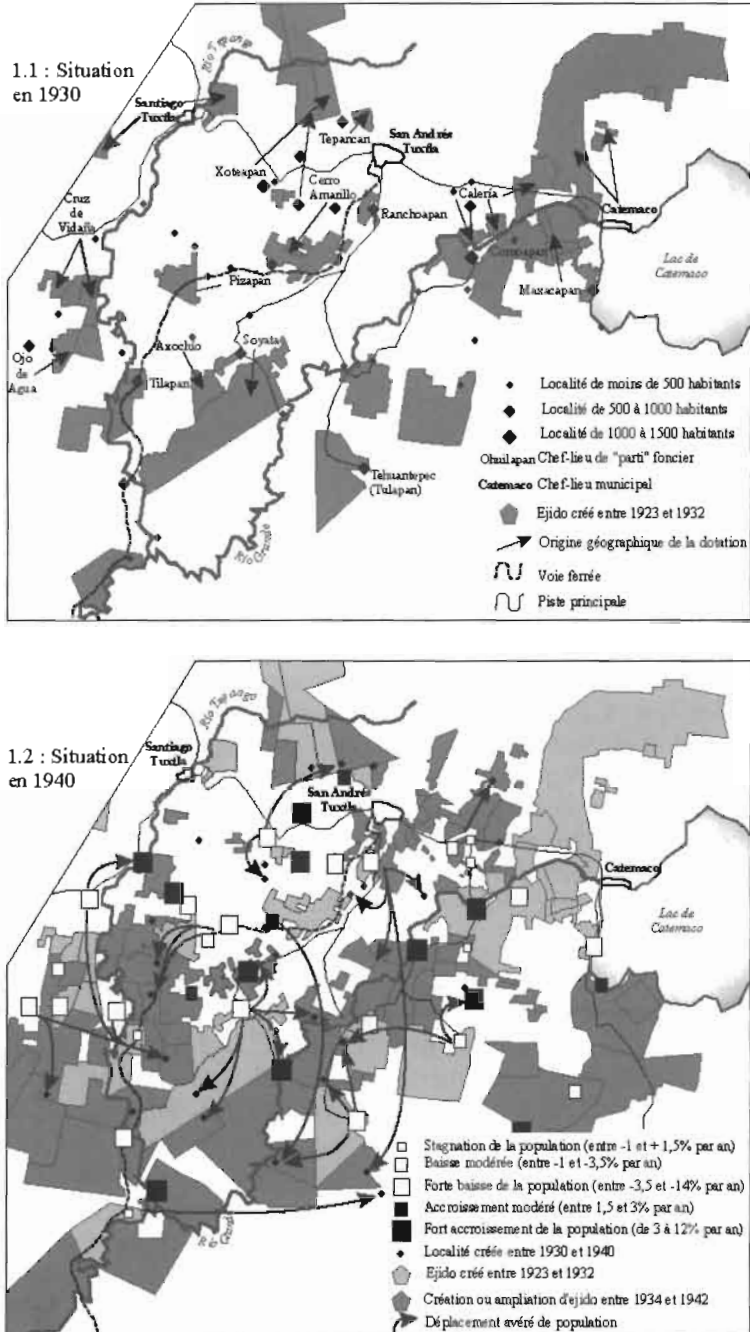
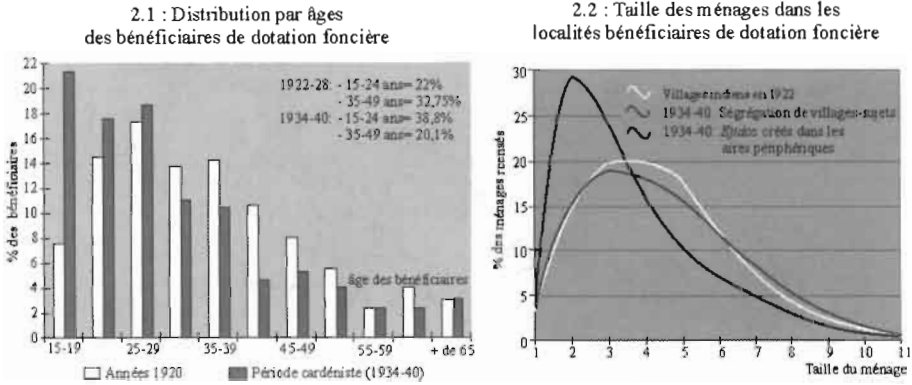


Fig. 2 – Caractéristiques socio-démographiques de la population bénéficiaire de dotation foncière durant les décennies de 1920 et de 1930



Source : Recensements de l'administration agraire, ACAM, ARAN, Xalapa, Veracruz.

De façon significative, la diffusion de l'enseignement en espagnol accompagne ce processus de rupture avec les organisations communales. Non seulement de nombreuses écoles sont construites dans la région, mais les instituteurs sont investis de tâches de propagation des thèmes agraristes et prennent une part active dans l'organisation des comités agraires. En 1935, Manuel Azamar est muté d'office à la ville de Mexico et la direction de la commission agraire municipale échoit à Enrique López Huitrón, un maître d'école métis originaire du Michoacán, l'état natal de Cárdenas. Au cours des années 1940, l'usage de la langue nahua est abandonné dans les nouveaux *ejidos*, alors qu'il semble avoir perduré dans les vieux villages. Le processus de *ladinisation* via l'enseignement public a contribué à briser certains liens entre les aînés parlant le nahua et leurs enfants hispanisés et a encouragé les stratégies d'appropriation des espaces de médiation politique par ces derniers.

Cette évolution coïncide avec la consolidation de San Andrés comme centre du pouvoir. La ville devient le nœud de coordination entre les différentes factions agraristes, le dispositif régional de représentation de l'État (agences de l'administration fédérale et du syndicat paysan officiel, la Ligue des communautés agraires – LCA) et un groupe émergent de grands commerçants de grain. La construction des nouveaux *ejidos* et l'ouverture concomitante des marchés locaux que contrôlaient les grands propriétaires fonciers permettent en effet la consolidation d'un secteur commercial qui avait jusqu'alors végété à l'ombre du système latifundiaire. Avec l'appui des grandes maisons de négoce de l'altiplano, ce groupe de commerçants va subventionner l'activité des comités agraires puis, en suivant l'avancée du processus de création d'*ejidos*, tisser un réseau efficace de financement et de collecte de la production paysanne, en établissant des relations d'exclusivité commerciale avec les dirigeants des nouvelles localités.

Les entrepreneurs de la « frontière agraire »

Le processus de recomposition territoriale, s'il confirme le rôle central de San Andrés dans le dispositif de coordination politique et économique, se traduit également par le glissement du centre de gravité démographique et politique de la région vers sa portion sud, où se concentrent les nouvelles dotations foncières. Des localités de second rang, telles que Laurel, Bodegas de Totoltepec, Sihupan ou Salto de Eyipantla, surgissent comme centres du clientélisme agraire, alors que d'anciens chefs-lieux des partis fonciers communaux (Xoteapan, Cerro Amarillo, Ranchoapan, Soyata, Ohuilapan, Pizapam, Tepancan, El Cebollal) sont marginalisés dans le jeu politique régional. L'éviction de Manuel Azamar de la présidence municipale de San Andrés, au profit d'une nouvelle génération de dirigeants paysans, dont Juan Paxtián, Juan Atén et Nicolás Parra, tous trois originaires de localités du sud de la région, sont les figures de proue, a valeur de symbole.

La réforme agraire cardéniste met en avant une nouvelle figure, celle du jeune dirigeant paysan qui s'est ménagé une insertion solide dans le dispositif d'ancrage régional de l'État s'articulant autour de l'administration agraire, la LCA et les grands commerçants, et qui agit en véritable entrepreneur politique. À la différence des dirigeants de l'époque tejediste, il n'a pas de passé révolutionnaire, quand bien même il s'est formé dans les guérillas agraires. Il appartient à une génération en butte à la reconstitution d'un pouvoir patriarcal par les caciques révolutionnaires et qui s'appuie sur la stratégie cardéniste de marginalisation des anciennes organisations communales pour contourner les dispositifs coutumiers d'accès aux ressources.

La ressource sur laquelle s'appuient ces entrepreneurs politiques réside dans leur insertion dans les réseaux de patronage politique et économique liés au dispositif d'ancrage régional de l'État et, symétriquement, dans l'adhésion d'une clientèle villageoise vis-à-vis de laquelle ils se positionnent comme les garants d'un accès aux dotations foncières et aux crédits commerciaux. Avec l'appui de l'administration agraire et des grands commerçants de grain de San Andrés, ils entreprennent ainsi de construire des monopoles de courtage dans les sphères marchande et politique, mettant en place des marchés captifs dans les territoires qui se construisent sur la « frontière agraire ».

Au niveau local, la légitimité de cette démarche est liée à la position d'antériorité de l'entrepreneur politique dans l'établissement des relations avec l'État : il est le gestionnaire des procédures de dotation foncière, mais plus encore, il est celui qui a établi des relations d'exclusivité avec les grands commerçants de San Andrés pour le financement et la mise en marché de la production agricole. Dans le même temps, l'accélération du processus de création d'*ejidos* et la mise en concurrence des dirigeants paysans pour attirer des dépendants favorisent la réitération d'une idéologie qui accorde une grande place aux métaphores de l'égalité et de la parenté dans les relations sociales [voir *infra*].

Les logiques de promotion individuelle via la création ou l'adhésion à de nouveaux *ejidos* s'ancrent durablement dans la culture politique régionale. Par-

fois dès la fondation des *ejidos*, leurs dirigeants doivent faire face aux tentatives de sécession politique d'une partie de leurs ressortissants: créé en 1935, lors de la fondation de l'*ejido* Mata de Caña, le hameau de La Boca constitue son propre comité agraire deux ans plus tard et sollicite son érection en *ejido* indépendant [ACAM/739]. En 1939, trois ans après la fondation de l'*ejido* Abrevadero sous les auspices de J. Paxtián, un groupe de bénéficiaires, parrainés par N. Parra, quitte le village pour occuper une propriété voisine, au lieu-dit Sayultepec, où il obtiendra une dotation [ACAM/2779]. Il en résulte un brassage continu de population: en mars 1935, six ans après sa création, l'*ejido* El Laurel, ne compte plus que 43 des 93 titulaires initialement recensés, mais 80 nouveaux paysans s'y sont établis [ACAM/313]; à Tulapan, en janvier 1952, on ne retrouve plus que 18 des 123 bénéficiaires de la dotation effectuée 25 ans plus tôt: si 57 *ejidatarios* sont déclarés décédés, 48 autres ont quitté le village avec leur famille [ACAM/3721]. De tels phénomènes ne sont pas exclusifs des Tuxtlas, ils ont notamment été observés dans d'autres parties du Veracruz ou dans l'occident du pays [Hoffmann, 1998; Meyer, 1987; Nuijten, 1999].

Les nouvelles institutions de régulation politique et foncière: pluralisme juridique et monopoles de médiation

Les régulations qui se mettent en place dans les *ejidos* correspondent à une situation de pluralisme institutionnel où se combinent des éléments de la réglementation officielle et un ensemble de pratiques affirmant l'égalité essentielle des membres de la communauté. Dans la sphère foncière en particulier, prévalent des normes d'accès ouvert aux ressources (terre, pâturages, bois) pour tous les chefs de famille, qu'ils bénéficient ou non du statut d'*ejidatario*, cet accès étant conditionné au respect des obligations communautaires (contribution à la trésorerie de l'*ejido* et aux travaux d'intérêt collectif). En revanche et conformément aux dispositions légales, l'assemblée formée par les *ejidatarios* titulaires exerce le gouvernement local, même si elle en délègue les prérogatives à un comité exécutif élu, mais contrôlé par le dirigeant paysan. Cette situation donne lieu à la constitution d'un groupe d'exploitants sans statut foncier légal (*comuneros*), dont les droits d'usage sont validés par l'assemblée *ejidale* et actualisés via leurs contributions aux charges collectives, mais dont les droits politiques sont restreints puisqu'ils sont exclus des organes de gouvernement local. Le nombre des *ejidatarios* ne pouvant être modifié sans l'aval de l'administration agraire, les *comuneros* deviennent souvent majoritaires dès la seconde génération d'exploitants.

La stratification des catégories socio-politiques se superpose donc aux principes égalitaires de régulation foncière. Les normes d'accès ouvert à la terre encouragent une mise en valeur rapide des ressources et l'accroissement du nombre d'exploitations agricoles; ce faisant elles assurent la prospérité du dirigeant local et de ses proches, qui contrôlent le financement et la commercialisation de la production. Elles leur permettent aussi d'accumuler les ressources foncières grâce aux moyens financiers qu'ils peuvent mobiliser pour mettre en valeur de nouvelles

terres. Les rapports hiérarchiques et l'accaparement des ressources de l'*ejido* au profit de l'entrepreneur agraire tendent ainsi à évincer les principes de solidarité et de réciprocité mis en avant dans son discours politique. D'autres éléments du fonds institutionnel communautaire permettent toutefois de légitimer le monopole des fonctions de médiation: les rapports de parenté symbolique (*compadrazgo*, le parrainage des enfants) constituent le support des relations économiques dans l'*ejido* et scellent les contours de la sphère d'échange. Les métaphores égalitaires (la figure du *comunero*) et de la parenté (celle du *compadre*) forment ainsi la trame du complexe idéologique qui supporte l'institutionnalisation du patronage et du clientélisme en tant que principes de régulation socio-politique.

Ces caractéristiques (l'ancrage de l'État dans la culture politique locale, le fondement de l'autorité sur le principe d'antériorité, les rapports de parenté comme métaphores des relations politiques) sont analogues à celles des processus de «frontière interstitielle» analysés par Kopytoff. Comme dans les contextes africains, elles débouchent sur la détention viagère des charges d'autorité et sur la gestion patrimoniale des ressources territoriales par l'entrepreneur politique. Celui-ci est toutefois le garant du développement des capacités productives des ménages qu'il gouverne, grâce au capital politique qu'il peut mobiliser dans l'attraction de financements privés et publics, mais aussi dans l'accès renouvelé aux dotations foncières. C'est à l'aune de sa capacité à assurer à la communauté *ejidale* une articulation efficace avec les marchés politiques et économiques que l'entrepreneur est évalué par ses administrés; c'est cette efficacité qui légitime sa gestion patrimoniale des ressources.

L'*ejido* et la régulation des rapports intergénérationnels: expansion de la frontière agraire et dynamique des institutions foncières

La période d'intensification de la réforme agraire, entre 1934 et 1941, constitue un tournant quant à la façon dont les sociétés villageoises vont avoir à envisager l'intégration des nouvelles générations et la gestion des ressources foncières. Selon qu'elles ont ou non réussi, via le processus de réforme agraire et la capacité d'agence de leurs dirigeants, à consolider leur articulation avec l'État régional et les entrepreneurs privés, elles devront gérer leur développement démographique soit sur la base d'un accès renouvelé aux dotations foncières et aux programmes de développement, soit, au contraire, à partir d'un espace fini et d'un accès restreint aux marchés économiques et politiques. L'issue de la confrontation entre les deux projets politiques, celui porté par les tenants de l'organisation communale, politiquement autonome, et celui postulant une pleine intégration à l'État via la dotation agraire, va ainsi marquer durablement les systèmes locaux de régulation foncière, économique et démographique.

*L'*ejido* au centre des régulations intergénérationnelles*

Les institutions de l'*ejido* vont en particulier devoir assumer une large part des charges de régulation intergénérationnelle [Warman, 2001; Quesnel, 2004].

Elles assurent la transposition à un niveau collectif des tensions que la croissance démographique génère au sein des familles quant à la gestion des ressources. Le gouvernement de l'*ejido* intervient dans l'allocation des terres, en attribuant des droits d'exploitation temporaires mais tacitement reconductibles aux paysans dépourvus de statut légal (*comuneros*), en validant les transferts de droits détenus aussi bien par les *ejidatarios* que par les *comuneros*, en réglant les litiges fonciers, ainsi qu'en réassignant les droits sur certaines parcelles en cas de manquement du détenteur aux normes locales (ce qui inclut, en infraction avec la réglementation officielle, la validation de certaines transactions foncières, ainsi que la destitution des individus rétifs au pouvoir des dirigeants ou au respect des obligations communautaires).

Dans le domaine de l'accès aux ressources politiques, en revanche, les régulations sont fortement influencées par le dispositif corporatif que l'État-parti bâtit autour de l'*ejido* et accordent une place prépondérante aux règles officielles. Le statut foncier (contenu du droit d'accès à la terre et conditions d'accès à ce droit) détermine l'étendue des droits civils : aux côtés des dirigeants de l'*ejido*, le principe d'antériorité situe les *ejidatarios* par dotation, ceux qui ont participé à la « lutte » pour la terre, en haut de la pyramide politique et leur octroie une voix prépondérante au sein de l'assemblée locale ; viennent ensuite les héritiers du droit *ejidal* de ces fondateurs, qui précèdent les *ejidatarios* ayant bénéficié de la réallocation d'un droit après destitution du titulaire ou de la création d'un nouveau droit à partir de l'« ampliation » de l'*ejido* – c'est-à-dire d'une dotation foncière complémentaire par l'administration pour satisfaire aux besoins des nouvelles générations. Les *comuneros* jouissant d'un droit d'usage temporaire de certaines terres forment une catégorie de citoyens de quatrième rang.

Un décalage existe donc entre la stratification des droits politiques formels et celle des droits effectifs d'accès aux ressources foncières. Dès les années 1940, des revendications refont surface concernant la redistribution des terres de façon égalitaire entre les seuls *ejidatarios*, en réaction aux accaparements fonciers et à la multiplication du nombre des usagers sans statut légal⁶. Elles cristallisent le débat politique et les dynamiques de pouvoir pendant plusieurs décennies, en révélant l'opposition entre les dirigeants de l'*ejido*, le cercle réduit des producteurs *kulaks* (*ejidatarios* ou non) et la masse des *comuneros* d'une part, et les *ejidatarios* qui se trouvent relégués à une position marginale dans les réseaux d'accès aux marchés (et donc aux possibilités d'expansion foncière) d'autre part.

La politique foncière et la capacité des dirigeants locaux à capter les dotations jouent un rôle déterminant dans la régulation de ces tensions. Dès l'achèvement de la phase intensive de création d'*ejidos*, c'est-à-dire dès le début des

6. Voir les cas de Xoteapan [ARAN/140, 1941] et Buenavista, où l'initiative de parcellement des terres conduite par le comité local est annulée par l'administration foncière du fait du lobbying d'un groupe « ayant accaparé de grandes quantités de terre dans l'*ejido* » [ACAM/812, 1942]. Ce phénomène n'est pas particulier aux Tuxtlas : le « parcellement » des *ejidos* fait l'objet de l'un des premiers décrets du président Ávila Camacho, qui succède en 1941 au général Cárdenas, afin « d'empêcher les hégémonies indues au sein des communautés *ejidales* » [cité par Baitenmann, 1998, p. 146]. Ce décret restera lettre morte dans la plupart des régions du pays.

années 1940, la prolongation du processus de frontière est au cœur de la dynamique socio-politique: les procédures d'ampliation, initiées à la fin des années 1930, se multiplient sur les marges de la région. Elles motivent une réactivation des stratégies de sécession avec les communautés existantes: alors qu'une procédure d'ampliation est en cours au bénéfice de l'*ejido* Tulapan, les jeunes du village signifient au délégué de l'administration agraire que leur demande s'inscrit dans une démarche de dotation indépendante et qu'«ils souhaitent désigner eux-mêmes leurs autorités [...] afin qu'elles soient indépendantes de celles de [Tulapan], parce que si les terres étaient concédées [sous forme d'ampliation] ils seraient exposés aux caprices des autorités du vieux village» [ACAM/3721, 1943]. À partir des années 1940, toutefois, les autorités *ejidales* parviennent à établir une emprise plus forte sur la dynamique de frontière, dans la mesure où elles sont investies des fonctions de canalisation et de formalisation des demandes de nouvelles terres, et les revendications de sécession sont généralement déboutées par l'administration. Les possibilités de rupture générationnelle via la négociation des droits fonciers s'amenuisent ainsi avec le renforcement du dispositif d'articulation entre les communautés *ejidales* en place et l'État.

À travers leurs réseaux d'influence et des procédures plus informelles, les familles les mieux insérées dans les circuits de pouvoir vont également avoir accès, à partir des années 1950, aux allocations de lopins privés (*colonias*) réalisées dans le cadre de la politique de colonisation foncière des terres basses du sud Veracruz, en particulier sur le versant maritime des Tuxtlas [Colin, 1999]. Dans ce cas également, la densité des liens tissés par les élites locales avec l'administration agraire et les réseaux régionaux de pouvoir s'avère déterminante pour l'aboutissement de ces stratégies.

«Tenure communale» versus «parcellement»: les reconfigurations de l'institution ejidale face à l'épuisement de la frontière agraire

Cette capacité à négocier un accès renouvelé aux dotations de terres, mais aussi les caractéristiques démographiques de chaque *ejido*, modèlent les dynamiques foncières. La structure des populations installées sur la frontière cardéniste, marquée par la jeunesse des ménages et la taille réduite de leur descendance (fig. 2.2), alloue aux familles et aux institutions locales une plus large capacité d'ajustement à la disponibilité des ressources foncières et politiques. À l'opposé, les *ejidos* fondés durant l'époque tejediste, sur les anciennes communautés indiennes, vont devoir faire face très tôt aux demandes d'accès au foncier émanant des jeunes générations, alors même que leur articulation déficiente avec le dispositif d'ancrage régional de l'État les situe à la périphérie du système clientéliste d'accès aux politiques publiques. Ces différences quant à l'intensité des relations entre les autorités *ejidales* et l'État, ainsi qu'aux temporalités d'ajustement des institutions locales à la saturation des ressources territoriales, vont peser sur la dynamique des dispositifs locaux d'affectation des terres et de régulation intergénérationnelle.

À l'issue de la période cardéniste, après une décennie de déprise démographique liée aux migrations vers la «frontière agraire», les *ejidos* créés sur les anciens villages indiens ont dû faire face à une densification rapide. Entre 1940 et 1980, le taux de croissance annuel s'est élevé en moyenne à 3,5 % et leur population a quadruplé: les densités locales sont passées de 50-60 habitants par km² en 1930-1940 à 100-125 hab/km² dès 1950 et plus de 200 hab/km² trente ans plus tard. Cette croissance a eu pour corollaires la multiplication du nombre des usagers de l'espace agraire et la pulvérisation de la tenure. Ces conditions ont hypothéqué les possibilités d'accroissement de la productivité du travail agricole liées à l'incorporation de nouveaux moyens de production. À partir des années 1960, ces communautés ont été confinées à une économie d'infra-subsistance, dans le cadre de laquelle la production vivrière se combinait avec des mouvements pendulaires vers les bassins d'emploi agricole faiblement rémunéré de la petite région. La répétition des stratégies individuelles et des enjeux de pouvoir autour de l'accès aux ressources foncières y a bloqué toute évolution institutionnelle et renforcé la centralité du registre normatif coutumier et des courtiers politiques dans les régulations sociales. En particulier, les normes communautaires d'accès ouvert au foncier sont restées au centre de l'alliance d'intérêts liant la population dépourvue de statut foncier légal (75 à 80 % des chefs de famille en 1990) aux acteurs qui contrôlaient le commerce local du maïs [Léonard, 2001].

Dans la plupart des *ejidos* fondés sur la frontière cardéniste, en revanche, l'efficacité des articulations avec les marchés politiques a permis l'aménagement graduel des dispositifs de régulation foncière et démographique. Si la période de dotation agraire y a été marquée par un fort accroissement de la population, les recensements indiquent une maîtrise de cette croissance dès la décennie suivante et sa stabilisation autour de 2-2,5 % par an à partir de 1950. Cette maîtrise renvoie à une configuration différente des arènes politiques locales: la représentation d'une majorité des familles au sein de l'assemblée *ejidal* y a permis, à la différence des villages où les *comuneros* constituaient une part dominante de la population, une plus large diffusion des informations stratégiques concernant les programmes de développement ou de dotation foncière, ainsi que la dynamique des marchés de travail. Ces localités ont en particulier tiré un plus large profit de l'essor de l'emploi secondaire et tertiaire lié à la croissance de la ville de San Andrés et des centres urbains de l'altiplano. La mobilité a permis de contenir la densification de l'espace *ejidal*, en même temps qu'elle favorisait l'accaparement des terres par les acteurs les mieux placés dans le dispositif de courtage politique et commercial. Se sont ainsi mises en place les conditions de prééminence des règles officielles sur les normes coutumières et celle de la famille sur la communauté dans les dispositifs de régulation sociale.

Au cours des années 1960, la disponibilité de nouvelles techniques permettant de doubler la productivité du travail et la surface cultivable par un individu (la cohorte engrais chimiques-herbicides-semences améliorées, associée à la diffusion du crédit agricole) a conduit à réactiver dans ces *ejidos* les revendications de redistribution des terres au seul profit des *ejidatarios*. Le poids démogra-

phique des familles dotées du statut d'*ejidatario*, combiné à la disparition de la génération des entrepreneurs agraires, ont rendu possible la remise en question des normes communautaires de libre accès au foncier. Les mesures de «parcellement» de l'espace foncier ont marqué un temps fort de l'histoire institutionnelle locale: elles correspondent à la redistribution des droits fonciers sur une base égalitaire et au bénéfice exclusif des *ejidatarios* en titre [Léonard, 2001; Velázquez, 1999]. Le «parcellement», en imposant une remise à jour brutale des statuts fonciers et civiques dans l'arène villageoise, a aussi suscité la recomposition des clientélismes autour d'une base élargie d'intermédiaires, les *comuneros* étant conduits à renégocier leur accès aux ressources sur la base de proximités familiales ou politiques ou, de façon croissante, des mécanismes de marché.

À travers le parcellement, les *ejidatarios* ont dessaisi les organes de gouvernement de l'*ejido* d'une partie de leurs prérogatives en matière de régulation foncière, mais les ont maintenus au centre des régulations de type politique (accès aux programmes de développement et de dotation agraire). Il n'est pas fortuit que ce processus d'individualisation des droits fonciers se soit engagé dans le cadre d'une dynamique de consolidation de l'agriculture familiale, associée au renforcement des interventions étatiques (crédit agricole, implantation d'entreprises agro-industrielles publiques) qui brisaient les marchés captifs contrôlés par les dirigeants locaux. Cette consolidation a aussi eu lieu parce que des soupapes de sécurité efficaces opéraient qui ont permis de freiner la pulvérisation de la tenure et la densification de l'espace foncier: les relations clientélistes ont en effet favorisé la mobilité et l'essaimage des jeunes générations vers les nouvelles zones de colonisation ou vers le secteur urbain et ont ainsi participé de la construction d'exploitations agricoles viables.

Conclusion: l'*ejido* comme «institution de la frontière»

Le cas mexicain permet de resituer le cadre d'analyse élaboré par Kopytoff dans un contexte marqué par l'emprise de l'État et des marchés économiques sur la dynamique de la frontière interne. La «frontière agraire» mexicaine a opéré à la fois comme élément de la transformation de la culture politique héritée du régime colonial et comme facteur de reproduction d'un nouveau système de gouvernance fondé sur l'ancrage local de l'État via la personnalisation des fonctions de médiation politique et économique au sein de l'*ejido*.

L'*ejido* a constitué la clé de voute du dispositif d'ancrage de l'État dans le milieu rural, en permettant d'évincer irréversiblement les cadres d'organisation sociale et politique de type coutumier, qui étaient perçus comme un obstacle majeur à la construction et la modernisation d'une nation unifiée. Le processus de frontière institutionnelle impulsé par la réforme agraire cardéniste a déplacé les dispositifs de régulation socio-politique d'inspiration communale au profit des règles du jeu posées par l'État central. La réforme agraire a ainsi créé des espaces de production d'une culture politique qui plaçait l'État et ses représen-

tants au centre des processus de construction et de légitimation des pouvoirs locaux, en rupture avec les logiques d'autonomie qui prévalaient antérieurement.

Relativement aux dispositifs institutionnels locaux, cette rupture n'a toutefois été consommée qu'au terme de la génération des fondateurs de l'*ejido*: pendant plus de trente ans, ces dispositifs ont fonctionné sur un mode composite, combinant des normes coutumières dans la sphère foncière et les règles officielles dans le domaine de la représentation politique interne. L'éviction des premières s'est produite dès lors que le dispositif institutionnel mis en place sur la frontière cardéniste a permis aux chefs de famille *ejidatarios* de s'emparer des fonctions de régulation intergénérationnelle qui étaient assumées par l'organisation *ejidale*.

Mais le parcellement des terres a aussi conforté certaines fonctions régulatrices essentielles des organes de gouvernement *ejidal*. Ceux-ci ont conservé une influence dans les processus de mise en circulation des droits fonciers, tant par voie d'héritage que par transaction marchande, en constituant des instances d'arbitrage des conflits intra-familiaux portant sur l'appropriation des ressources et sur l'assistance entre générations. En outre, l'organisation *ejidale* s'est maintenue au centre des dispositifs d'articulation avec les marchés, en particulier dans l'accès aux ressources des politiques publiques. Avec le parcellement, l'*ejido* est devenu une institution supra-familiale de coordination entre les chefs de famille *ejidatarios*, mettant à leur disposition des ressources organisationnelles et des règles (ainsi que la capacité à les rendre exécutoires) qui leur permettaient, entre autres, de réguler leurs relations avec leur descendance [Léonard *et alii*, à paraître]. Cette mutation de l'*ejido* s'est produite en dépouillant les *comuneros* des droits que les dispositifs coutumiers leur accordaient et en les excluant définitivement des arènes politiques et foncières locales.

L'émergence des *ejidatarios* comme acteurs centraux des dispositifs de régulation socio-politique au détriment de l'*ejido* est aussi indissociable de l'épuisement de la frontière agraire. Celui-ci a remis en question à la fois la reproduction des logiques de promotion individuelle et de scission des communautés paysannes par la création de nouvelles entités politico-administratives, et la perpétuation du processus d'ancrage local de l'État par l'incarnation des fonctions de médiation dans l'entrepreneur politique. L'innovation institutionnelle représentée par le parcellement est l'aboutissement réussi du projet étatique d'éviction de l'organisation communale au profit de l'exploitation de type familial; mais elle inaugure aussi une crise de légitimité de l'État post-révolutionnaire, en remettant en question la fusion des pratiques de patronage personnalisé et de l'institutionnalisation de l'État-parti. Dans cet perspective, la formalisation juridique du transfert des prérogatives de l'*ejido* vers les *ejidatarios* dans la réforme légale de 1992, qui postule le dessaisissement des organes de gouvernement de l'*ejido* des médiations politiques et prépare la privatisation des terres, ne peut être dissociée de l'affaiblissement définitif des bases corporatives du Parti révolutionnaire institutionnel en milieu rural et de son éviction récente du pouvoir central.

Les mutations de l'*ejido* illustrent et fournissent un élargissement aux thèses de Kopytoff quant au rôle structurant des frontières interstitielles dans la construction de la culture politique et au caractère contingent des formes de gouvernance vis-à-vis de ces frontières. Leur activation, via la politique de réforme agraire, a supporté la construction et l'institutionnalisation de l'État post-révolutionnaire en milieu rural; leur épuisement, au terme de cinquante ans, a précipité la remise en cause des formes d'ancrage et de reproduction de cet État, tant au niveau local qu'à l'échelle nationale.

ARCHIVES HISTORIQUES

ACAM – Archivo de la Comisión Agraria Mixta de Veracruz, Xalapa.

ARAN – Archivo del Registro Agrario Nacional, Xalapa.

BIBLIOGRAPHIE

- AGUIRRE BELTRÁN G. [1992], *Pobladores del Papaloapan: biografía de una hoya*, Mexico, CIESAS
- BAITENMANN H. [1998], *Rural Agency and State Formation in Postrevolutionary Mexico: The Agrarian Reform in Central Veracruz (1915-1992)*, Ph D thesis, University of Michigan, miméo.
- CAMBRÉZY L. [1992], «Terre et territoire au Mexique (Veracruz). De la réforme agraire à la fiction municipale», *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 28, n° 4, p. 625-642.
- COLIN X. [1999], *Histoire de la colonisation agro-pastorale des versants orientaux de la Sierra de los Tuxtlas*, Veracruz, mémoire de DEA «Géographie et pratiques du développement», Université Paris-X-INAP-G, miméo.
- DELGADO A. [2000], «La conformación de regiones en el Sotavento veracruzano: una aproximación histórica», in É. Léonard et E. Velázquez (coord.), *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, Mexico, IRD-CIESAS, p. 27-41.
- ESCOBAR OHMSTEDE A. [1997], «Los ayuntamientos y los pueblos indios en la sierra huasteca: conflictos entre nuevos y viejos actores, 1812-1840», in L. Reina (coord.), *La reindianización de América, siglo XIX*, Mexico, Siglo XXI-CIESAS, p. 294-316.
- FOWLER-SALAMINI H. [1979], *La movilización campesina en Veracruz (1920-1938)*, Mexico, Siglo XXI.
- GARCÍA DE LEÓN A. [1992], *Naufragio en tierra: el impacto de la conquista en la costa de Sotavento*, Mexico, siglos XVI y XVII, miméo.
- GARCÍA MARTÍNEZ B. [1969], *El marquesado del Valle. Tres siglos de regimen señorial en Nueva España*, Mexico, El Colegio de Mexico.
- GINZBERG E. [2000], «Formación de la infraestructura política para una reforma agraria radical: Adalberto Tejeda y la cuestión municipal en Veracruz, 1928-1932», *Historia Mexicana*, vol. XLIX, n° 4, p. 637-727.
- GONZÁLEZ R. [1994], *Ofrendas*, San Andrés Tuxtla, édition de l'auteur.
- HOFFMANN O. [1998], «Tierra, poder y territorio. El ejido como institución compleja», in A. Alvarado et alii, *Dinámicas de la conformación regional*, Mexico, El Colegio de México-CNRS/ORSTOM, p. 53-92.

- KOPYTOFF I. [1987], «The Internal African Frontier: The Making of African Political Culture», in I. Kopytoff (éd.), *The African Frontier. The Reproduction of Traditional African Societies*, Bloomington/Indianapolis, Indiana University Press, p. 3-84.
- LÉONARD É. [2001], «Un Paisaje de las relaciones de poder: el PROCEDE y sus expresiones locales en la Sierra de Los Tuxtlas», *Relaciones*, n° 85, p. 17-55.
- LÉONARD É., A. QUESNEL et A. DEL REY [à paraître], «De la comunidad territorial al archipiélago familiar. Movilidad, contractualización de las relaciones intergeneracionales y desarrollo local en el sur del estado de Veracruz», *Estudios Sociológicos*, El Colegio de Mexico.
- MALLON F. [1994], «Reflections on the Ruins: Everidday Forms of State Formation in Nineteenth-Century Mexico», in G.M. Joseph et D. Nugent (éd.), *Everyday Forms of State Formation. Revolution and the Negotiation of the Rule in Modern Mexico*, Durham/London, Duke Univesity Press, p. 69-106.
- MALLON F. [1995], *Peasant and Nation. The Making of Postcolonial Mexico and Peru*, Berkeley, Los Angeles/London, University of California Press.
- MEDEL L. [1993], *Historia de San Andrés Tuxtla*, Xalapa, Gobierno del Estado de Veracruz.
- MEYER J. [1987], «Los “kulaki” del ejido (los años 30)», *Relaciones*, n° 29, p. 23-43.
- NUGENT D. et ALONSO A.M. [1994], «Multiple Selective Traditions in Agrarian Reform and Agrarian Struggle: Popular Culture and State Formation in the Ejido of Namiquipa, Chihuahua», in G.M. Joseph et D. Nugent (éd.), *Everyday Forms of State Formation. Revolution and the Negotiation of the Rule in Modern Mexico*, Durham/London, Duke Univesity Press, p. 207-246.
- NUIJTEN M. [1999], *In the Name of the Land. Organization, Transnationalism, and the Culture of the State in a Mexican Ejido*, Wageningen, Landbouw Universiteit.
- QUESNEL A. [2004], «Poblamiento, regulaciones agrarias y movilidad en el sur del estado de Veracruz, México», in É. Léonard, A. Quesnel et E. Velázquez (coord.), *Políticas y regulaciones agrarias. Inámicas de poder y juegos de actores en torno a la tenencia de la tierra*, México, CIESAS-IRD-Miguel Angel Porrúa, p. 41-71.
- RUS J. [1994], «The “Comunidad Revolucionaria Institucional”: The subversion of Native Government in Highland Chiapas, 1936-1968», in G.M. Joseph et D. Nugent (éd.), *Everyday Forms of State Formation. Revolution and the Negotiation of the Rule in Modern Mexico*, Durham/London, Duke Univesity Press, p. 263-300.
- RUZ M.H. [1992], *Savia india, floración ladina. Apuntes para una historia de las fincas comitecas (siglos XVIII y XIX)*, Mexico, Conaculta.
- VELÁZQUEZ E. [1999], «El parcelamiento de tierras ejidales en una subregión cafetalera del sur de Veracruz», *Estudios Agrarios*, n° 12, p. 175-195.
- WARMAN A. [2001], *El campo mexicano en el siglo XX*, Mexico, Fondo de Cultura Económica.